

Le troisième volet du biomonitoring wallon indique que les taux observés de Pfas, cadmium, plomb et mercure présentent des risques pour la santé.

JEAN-FRANÇOIS MUNSTER

**N**ous sommes tous pollués par les substances chimiques qui nous entourent. Pfas, plomb, arsenic, pesticides, PCB, bisphénols... la liste des horreurs présentes dans notre corps est longue. Les résultats du troisième biomonitoring humain wallon viennent une fois de plus confirmer cette réalité. Cette vaste étude épidémiologique menée par l'Issep (Institut scientifique de service public) depuis cinq ans en collaboration avec plusieurs institutions de recherche, vise à documenter l'exposition de la population wallonne aux substances chimiques et aux polluants présents dans l'eau, l'air, l'alimentation, les produits de la vie quotidienne...

L'objectif est de pouvoir établir des valeurs de référence d'exposition (le niveau d'imprégnation) qui serviront de point de comparaison, qui permettront d'identifier des individus surexposés... Après deux premières études centrées sur les nouveau-nés, les enfants, les adolescents et les 20-39 ans, ce troisième opus porte cette fois sur les 40-59 ans. Et 302 Wallons et Wallonnes ont participé. La présence de 68 substances a été recherchée dans leurs échantillons de sang et d'urine.

Conclusion ? Les niveaux de polluants sont du même ordre que ceux observés dans d'autres pays européens et lors des précédents biomonitoring. On note néanmoins quelques améliorations pour certaines substances ayant fait l'objet de restrictions ou d'interdictions de mise sur le marché comme le Pfos (un Pfas), le glyphosate (herbicide interdit pour les particuliers depuis 2017) et le chlorpyrifos (pesticide interdit depuis 2020). « Lorsque les pouvoirs publics agissent et prennent des mesures, on voit que cela a un effet positif », souligne le ministre de l'Environnement et de la Santé Yves Coppieters (Les Engagés).

#### L'âge fait une différence

En comparant les tranches d'âge, on constate que certains polluants comme les pesticides, les bisphénols, les hydrocarbures aromatiques et plusieurs métaux lourds sont plus présents chez les enfants ce qui s'explique probablement en raison de leurs comportements (porter leurs mains à la bouche plus fréquemment...) et leur métabolisme particulier. Les adultes, eux, sont davantage imprégnés par des substances connues



« Lorsque les pouvoirs publics agissent et prennent des mesures, on voit que cela a un effet positif », souligne le ministre de l'Environnement et de la Santé. © BELGA.

À LIRE SUR  
LE SOIR.BE



Quelques conseils pour diminuer son exposition aux polluants.

# Pfas, plomb, pesticides... la liste des horreurs qui contaminent les Wallons

Il faut avoir le courage d'interdire les Pfas

Yves Coppieters  
Ministre de l'Environnement et de la Santé



pour être persistantes et qui s'accroissent dans l'organisme avec l'âge comme les Pfas, le plomb et le cadmium, les PCB...

Le tableau n'est guère réjouissant concernant les Pfas, ces polluants qualifiés « d'éternels » du fait de leur persistance dans l'environnement et très prisés par les industriels pour leurs multiples propriétés (antitaches, imperméabilisants, résistants aux fortes chaleurs...). 94 % des Wallons affichent un taux d'imprégnation compris entre deux et 20 microgrammes/litre pour la somme de sept Pfas. Cela signifie qu'ils sont dans la zone « orange » définie par le Conseil scientifique indépendant wallon. Pour rappel, trois seuils ont été fixés. En-dessous de deux microgrammes/litre, il n'y a pas de risque. Entre deux et 20, il y a des risques potentiels pour les personnes sensibles : femmes enceintes, personnes immunodéprimées... Au-delà de 20, les voyants passent au rouge. Un suivi médical est nécessaire. 1 % des participants au biomonitoring sont concernés. En guise de

comparaison, à Chièvres, où une pollution de l'eau du robinet aux Pfas a été constatée, le biomonitoring local avait montré que 28 % de la population dépassait ce seuil. Des résultats dont on sait depuis lors qu'ils ont été sous-estimés suite à une erreur du laboratoire.

#### Agir à la source

L'étude montre aussi des résultats interpellants concernant l'imprégnation au plomb, présent dans 100 % des échantillons. Des risques pour la santé ne sont pas exclus pour 14,9 % des adultes. D'où vient cette pollution ? A l'Issep, on évoque différentes hypothèses : canalisations d'eau en plomb, inhalation de poussières contaminées... Le mercure et le cadmium sont également très présents dans le sang des Wallons. Pour le premier, la contamination peut notamment provenir de la consommation de poissons prédateurs (thon, espadon...). Pour le second : des fruits de mer, des abats, du tabac... Pour ces deux substances, des risques pour la santé ne peuvent être exclus pour 5 % des

adultes.

Face à ce constat, le ministre Yves Coppieters appelle à agir. « Il faut diminuer l'utilisation de ces polluants à la source. On ne peut plus se permettre d'attendre car on ne connaît pas encore bien leurs effets sur la santé. On ne les verra pour certains que dans 10, 20 ou 30 ans. Et 31 pesticides contiennent des Pfas. Il faut avoir le courage de les interdire. » Il n'a pas caché à ce sujet qu'il y avait « des positions différentes » au sein de la majorité Engagés/MR, certains comme lui étant partisans de l'application du principe de précaution tandis que d'autres subordonnent l'interdiction de mise sur le marché à l'existence de solutions de remplacement. Il a aussi souligné que les compétences régionales en la matière étaient limitées (sensibilisation, prévention) et que ce sont surtout d'autres niveaux de pouvoir (fédéral, Europe) qui ont la main. « Il faut une coopération entre ces différents niveaux de pouvoir. Chacun doit prendre les mesures qui s'imposent à son niveau. »

## l'experte « Il faut fermer le robinet des polluants à la source »

ENTRETIEN

ANNE-SOPHIE LEURQUIN



Ce qui manque, c'est la volonté politique de mettre la santé publique avant les intérêts économiques



**P**our Céline Bertrand, spécialiste en santé environnementale de la Société scientifique de médecine générale (SSMG), la présence de DDT (interdit depuis 50 ans) dans le sang des Wallons démontre la persistance de ces polluants délétères pour la santé. Pour elle, une seule solution s'impose : il faut couper le robinet « à la source », en interdisant ces substances.

**Les résultats du biomonitoring montrent que nous sommes tous et toutes exposés à un cocktail de polluants, quel que soit notre âge. Pourquoi est-ce si préoccupant ?**

C'est très préoccupant car ces polluants dont plusieurs sont des perturbateurs endocriniens peuvent interagir entre eux et amplifier leurs effets ce qui montre bien que l'évaluation de risque, substance par substance, est dépassée. Par ailleurs, ces polluants chimiques peuvent avoir des effets à très faibles doses. L'idée fondatrice de la toxicologie, à savoir que c'est la dose qui fait le poison, n'est plus adaptée ; une exposition, même à faible dose, pouvant entraîner

une pathologie des années après. Ce que nous voyons aujourd'hui en termes d'augmentation des maladies non infectieuses est en grande partie une conséquence de décennies d'exposition à ces substances.

**Ces polluants peuvent-ils expliquer l'augmentation des cancers et d'autres pathologies ?**

Tout à fait. Prenons le DDT, un pesticide interdit depuis les années 1970 : on en retrouve encore des traces dans le sang des Wallons. Or, les études montrent que l'exposition *in utero* à ce produit est liée à un risque accru de cancers, d'obésité ou de troubles du développement neurologique. D'autres substances, comme les PFAS, sont des cancérigènes avérés (PFOA) ou suspectés (PFOS). Et ce ne sont pas les seules : pesticides organophosphorés, bisphénols, hydrocarbures aromatiques polycycliques... la liste est longue. Ce biomonitoring met en évidence que nous sommes multi-contaminés car ces substances sont omniprésentes dans notre environnement quotidien.

**Les enfants sont-ils plus vulnérables à cette contamination ?**

Absolument. L'étude montre que les enfants sont plus imprégnés que les adultes pour de nombreuses substances, notamment les pesticides. Plusieurs raisons expliquent cela : ils ont des comportements plus à risque (main-bouche, contact avec le sol), un métabolisme différent et des mécanismes de détoxification moins performants. Le problème, c'est que ces expositions précoces lors des 1.000 premiers jours de la vie peuvent avoir des effets durables, parfois irréversibles, sur leur développement. Dire qu'il ne faut pas s'inquiéter pour la santé des enfants est une erreur majeure : ils sont particulièrement exposés et vulnérables et paieront les conséquences à long terme.

**Comment peut-on agir pour diminuer l'impact des polluants sur la santé publique ?**

Il faut impérativement agir en amont. Dire aux citoyens de consommer des aliments issus de l'agriculture biologique ou d'utiliser des filtres à eau ne suffira pas : il faut fermer le robinet des pol-

luants à la source. Cela signifie réduire drastiquement l'utilisation de pesticides et interdire les substances chimiques dangereuses au lieu de les restreindre progressivement. Pourtant, aujourd'hui, la politique agricole et industrielle va dans le sens inverse : on continue à favoriser une agriculture conventionnelle utilisant des produits nocifs, alors qu'on connaît leurs effets sur la santé et l'environnement.

**Pourquoi un changement de politique est-il si difficile ?**

Parce que nous sommes enfermés dans un modèle économique court-termiste. L'industrie chimique et agroalimentaire a construit un système ultra-productiviste où l'on maximise les rendements au détriment de la santé publique. Le coût pour la société est pourtant énorme, à court, moyen et long terme, en plus d'aggraver les inégalités entre ceux qui ont les moyens de se protéger (en partie) et ceux qui ne le peuvent pas. Ce qui manque, c'est la volonté politique de changer de paradigme et de mettre la santé publique avant les intérêts économiques.